

Eldorado Nucléaire Limitée

● (1620)

Le projet de loi rend beaucoup de modifications nécessaires. Toutefois, certaines questions demeurent sans réponse. Quel prix devra payer le Canada en bout de ligne? Quelle sera la position du gouvernement au sujet des déchets de faible radioactivité? A quoi s'engage au juste le gouvernement pour ce qui est du maintien des emplois et du traitement équitable des actionnaires? Les employés auront-ils la possibilité d'acheter des actions? Auront-ils la priorité?

J'ai bon espoir qu'à l'étape de l'examen en comité, nous pourrions obtenir les réponses à ces questions. Il m'ennuierait beaucoup que le gouvernement n'y réponde pas.

J'ai l'impression que la Saskatchewan sera la grande gagnante de cette affaire. Je crois aussi que le succès n'est assuré qu'à la condition de conserver un système de contrôle suffisant. Cependant, si le gouvernement ne fait que se débarrasser d'Eldorado Nucléaire sous couvert d'un accord essentiellement logique pour le secteur privé, mais sans régler les problèmes que l'on sait à la société, d'autres problèmes surgiront plus tard et non seulement la population de la Saskatchewan mais aussi celle de tout le Canada devront en faire les frais.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, tout d'abord je déplore qu'on ne nous ait donné qu'une heure de préavis avant de débattre ce projet de loi cet après-midi. D'après moi, lorsqu'on examine un projet de loi important, qui vise à modifier la structure d'une société appartenant à l'État depuis les années 40, nos concitoyens et les députés en particulier ont le droit d'exiger qu'on leur donne plus d'une heure avant d'entamer le débat.

D'après moi, la proposition présentée aujourd'hui par le gouvernement n'est nullement fondée sur la preuve réelle que la privatisation d'Eldorado nucléaire, qui appartient au gouvernement du Canada, et celle de Saskatchewan Mineral Corporation, propriété du gouvernement de la Saskatchewan, créera une société plus efficace, mieux gérée et plus rentable que la société d'État existante. Cette décision de privatiser n'est pas motivée par un besoin réel ou par la perspective d'avantages tangibles, mais découle exclusivement de l'idéologie du gouvernement conservateur selon laquelle le secteur privé gère tout beaucoup mieux que le secteur public.

Avec ce genre de politique, le gouvernement rejette toute l'histoire de notre pays. L'économie en Amérique du Nord se fait dans le sens nord-sud et non pas est-ouest. Si les gens qui formaient le parti conservateur juste avant que le Canada ne devienne un pays avaient eu la même attitude que ce gouvernement, notre pays n'existerait pas. Sir John A. Macdonald fut le premier premier ministre et chef du parti conservateur. Lorsque des pourparlers ont eu lieu sur l'avenir des anciennes colonies établies par la Grande-Bretagne dans la moitié nord de l'Amérique du Nord, il s'est rendu compte que si le gouvernement n'insistait pas, n'exerçait pas des pressions et ne faisait pas de plans pour que l'on construise un chemin de fer qui

relierait les colonies de l'Atlantique au Pacifique, s'il n'insistait pas pour que l'on crée un lien qui encourage, permette et pratiquement exige la circulation d'est en ouest, il n'y aurait pas eu de pays.

La même chose vaut pour bien des sociétés d'État actuelles, tant fédérales que provinciales. Après tout, c'est un gouvernement libéral qui a créé la compagnie aérienne, anciennement *Trans-Canada Air Lines*, qui s'appelle maintenant Air Canada. Pourquoi le gouvernement de l'époque l'a-t-il fait? Il n'était pourtant pas composé de socialistes déments. En fait, si je me souviens bien, c'est C.D. Howe, ce magnat, ce grand partisan de la libre entreprise qui a créé cette compagnie aérienne publique.

Pourquoi l'a-t-il créée? Parce que les investisseurs privés n'étaient pas prêts à le faire. Ils ne croyaient pas pouvoir réaliser des bénéfices, du moins à court terme. Le gouvernement du Canada a alors créé une compagnie aérienne étatisée.

En Ontario, il y a une grande société qui appartient aux Ontariens. Cette société est un des principaux facteurs à l'origine du succès des industries manufacturières et de leur compétitivité avec les États-Unis et d'autres pays du monde. C'est grâce à elle que les Ontariens ont du courant bon marché. Pourquoi? Parce que Hydro-Ontario est une société publique.

Ce ne sont pas des socialistes radicaux déments qui ont créé Hydro-Ontario et en ont fait une société publique. C'était Sir Adam Beck, chef du parti conservateur. Aucun parti en Ontario n'a jamais préconisé de privatiser Hydro-Ontario. En fait, l'exemple de l'Ontario a été suivi dans pratiquement toutes les autres provinces de notre pays.

Nous avons très peu de compagnies d'électricité publiques. L'un des réseaux hydro-électriques publics a été créé, comme je l'ai dit, par un gouvernement conservateur en Ontario. Dans d'autres provinces, ils ont été établis par des gouvernements libéraux. En Saskatchewan, il a été mis sur pied par un gouvernement CCF ou NPD et en Colombie-Britannique, par un gouvernement créditiste. Pourquoi ces gouvernements ont-ils agi ainsi? Parce qu'il était logique de créer des sociétés publiques capables de produire et de distribuer l'électricité d'une façon beaucoup plus efficace et beaucoup moins coûteuse qu'aucune compagnie privée n'aurait pu le faire.

Il y a des dizaines d'exemples de ce genre dans le pays, tant au palier fédéral que provincial. Les sociétés d'État ont été créées parce que les gouvernements fédéraux ou provinciaux qui les ont mises sur pied se sont rendu compte qu'il fallait satisfaire certains besoins des habitants des provinces ou du Canada et qu'ils ont agi en conséquence. Ces besoins existent toujours. Je ne dis pas que ces deux sociétés doivent demeurer dans le secteur public parce que toutes les entreprises doivent appartenir à l'État. Je dis plutôt qu'on n'a pas prouvé la nécessité de les privatiser. Rien ne prouve que les Canadiens croient vraiment qu'il faut privatiser toutes ou presque toutes les sociétés d'État fédérales et provinciales.